

leurs salaires, luttent pour maintenir ou améliorer leur pouvoir d'achat. Au fur et à mesure que l'on s'approche de la fin de l'essor et de sa transformation en dépression, les luttes revendicatives ont tendance à s'apaiser, les prix des moyens de consommation s'abaissent grâce à la surproduction relative qui commence à produire ses effets sur le marché et, par conséquent, la valeur réelle des salaires est en augmentation.

Les luttes reprennent avec plus d'ampleur au moment où l'essor économique commence à se transformer en dépression. Comme Trotsky a eu l'occasion de le noter dans sa polémique contre la « troisième période » stalinienne, la crise qui succède à la période de l'essor modifie les tâches en même temps qu'elle supprime la base d'une lutte économique victorieuse.

L'avènement de la crise sert, en général, d'impulsion à l'activité politique des masses, leur réaction étant en quelque sorte fonction de la profondeur et de la durée de la période de l'essor et de l'acuité de la crise.

Tout cela est valable à l'intérieur d'un cycle normal de la conjoncture (comme c'est le cas actuellement en Suisse ou même aux Etats-Unis) sur lequel ne pèse pas l'héritage lourd d'une guerre mondiale qui a brutalement modifié la situation économique et politique de tous les pays. Toutes les grèves qui se sont déroulées depuis la fin de la guerre et qui se déroulent actuellement dans les pays européens n'eurent pas un caractère exclusif de conjoncture économique, mais traduisirent souvent la crise profonde de l'ensemble de la société capitaliste.

D'autre part, même quand on se limite à l'exemple des grèves économiques en France depuis la « reprise », il ne faut pas oublier que cette reprise a lieu dans un pays sortant d'une longue guerre dévastatrice qui a miné son économie et énormément abaissé le niveau de vie des masses. Les luttes des ouvriers ne sont pas des réactions mécaniques aux indices de la production, mais au coût de la vie et aux difficultés de la vie matérielle.

Pour les ouvriers de France, comme pour les ouvriers de toute l'Europe, il s'agissait dès le début de la reprise de se défendre contre le maintien d'un niveau de vie déjà extrêmement bas, qu'on leur a imposé durant la guerre et qui risquait de s'abaisser davantage devant la hausse anormale des prix due à l'inflation que la guerre a léguée.

Défendre leur pouvoir d'achat, constamment diminué par l'avilissement de la monnaie, et l'augmenter pour rattraper, ne fût-ce qu'en partie, la hausse des prix, était et reste une

nécessité vitale pour tous les ouvriers, mais qu'ils n'ont pas pu traduire en luttes revendicatives suffisamment amples parce qu'ils étaient constamment sabotés et trahis dans leur action par les directions staliniennes et réformistes.

Cependant, malgré ces obstacles puissants, l'activité revendicative du prolétariat français n'a cessé de se développer dans la direction générale d'un mouvement allant des couches périphériques vers le centre.

Contrairement à la théorie des camarades de la majorité du B. P. relative à la « combativité de la classe ouvrière se développant en rapport direct avec la reprise » et de la stagnation des luttes pendant le « plafonnement » de la reprise, les grèves se sont multipliées pendant la deuxième moitié de 1946 (voir la statistique donnée dans le n° 11 de la « Revue internationale ») en s'étendant des industries secondaires à la métallurgie. La dynamique de ce mouvement n'a naturellement rien à voir avec ce parallélisme mécanique de « la reprise et des luttes ».

Répétons-le encore une fois, la grève Renault et le cycle des luttes déclenchées par cette grève ou simultanément à cette grève, n'ont pas attendu une nouvelle hausse de l'indice de production. Elles ont éclaté à la suite du profond processus moléculaire qui s'opère depuis longtemps dans les masses travailleuses, une fois qu'elles sont arrivées à vaincre dans leur conscience, et à l'occasion de circonstances favorables données, différentes d'une usine à l'autre, l'inertie à l'égard de leurs directions traitres.

De telles luttes éclateront inévitablement aussi longtemps que l'écart entre les prix et les salaires restera anormalement grand, et que l'inflation léguée par la guerre ne sera pas maîtrisée.

Le parti n'a pas besoin d'une théorie basée sur les statistiques de production pour être en mesure de prévoir les luttes ouvrières. Il peut se contenter de regarder ce qui passe au sujet des prix et des salaires et de se renseigner sur l'état réel de la classe ouvrière par ses militants qui travaillent dans celle-ci, pour éviter à l'avenir de constater « la stagnation » à la veille du plus important cycle de grèves depuis la « libération », et pour éviter d'exprimer son scepticisme sur la possibilité de débordement du stalinisme au moment précis où les ouvriers de la plus importante usine de France, citadelle traditionnelle des staliniens, mettaient ces derniers en échec de la façon la plus retentissante.

C. — Ni adaptation envers le stalinisme, ni stalinophobie aveugle

Nous considérons que les critiques adressées par la minorité du B. P. et par les autres sections et camarades de l'Internationale à la politique de la majorité du B. P. envers le stalinisme sont pleinement justifiées.

La majorité, subissant la pression du stalinisme, a constamment noyé la lutte contre celui-ci dans cette « patience dans l'explication », sans mordant et sans conviction, et dans cette « activité inlassable » pour l'unité d'action et le front unique dont parle le camarade Geoffroy. Nous avons expliqué dans le texte que nous avons présenté au B. P., et sur lequel s'est établi l'accord entre les deux tendances, qu'il ne s'agit ni de minimiser ni d'exagérer, dans la situation présente du Parti, l'importance du front unique. « Le Parti, avons-nous écrit, appelle constamment à l'unité d'action du prolétariat. Mais il ne peut pas sérieusement, à l'étape actuelle, se fixer comme but stratégique d'exercer une influence sur la base des partis stalinien et réformiste par des propositions à ces partis en vue de créer le front unique avec eux. Le Parti, tout en préconisant constamment l'unité d'action du prolétariat, fait des propositions de front unique aux grandes organisations ouvrières dans des cas concrets, et pour des objectifs limités qui correspondent aux revendications et aux désirs des ouvriers. En ce sens, la tactique du front unique, appuyée sur des supports solides du Parti dans la classe, peut devenir une arme supplémentaire pour démasquer le stalinisme et le réformisme dans l'action. »

Le mécanisme de la trahison stalinienne dans toutes les grandes questions qui ont marqué la vie politique française dans les derniers mois (revendications ouvrières, guerre d'Indochine, offensive gaulliste...) n'a été, chaque fois, que très

partiellement et très timidement expliqué aux masses, par peur de les choquer dans leurs sentiments prostaliniens.

« Si l'on pense avec Frank », écrit le camarade Geoffroy, « que l'affranchissement du prolétariat à l'égard du stalinisme se pose en termes concrets en 1947 et avec une acuité sans précédent, si l'on croit que chaque ouvrier ressent confusément le besoin de se débarrasser de la tutelle stalinienne, alors il en découle une politique dont l'axe principal sera la lutte contre le stalinisme. »

« En effet, si la classe ouvrière avait déjà à moitié compris, il ne nous resterait plus qu'à apparaître comme les adversaires par excellence du stalinisme pour cristalliser à notre profit le mécontentement ouvrier. »

Sans dire que « chaque ouvrier » ou que « la classe ouvrière » avait déjà à moitié compris, mais en disant que des couches importantes de la classe ouvrière ont effectivement réalisé à leur façon une expérience hostile au stalinisme, nous croyons que notre politique consiste en effet « à apparaître comme les adversaires ouvriers par excellence du stalinisme pour cristalliser à notre profit le mécontentement ouvrier ».

Mais le camarade Geoffroy était convaincu, au moins jusqu'à la veille de la grève Renault, que les camarades Mestre et Marcoux avaient raison d'écrire « qu'il serait vain d'espérer une usure et un débordement rapide du stalinisme », et il ajoutait : « Le prolétariat n'est pas opprimé par le stalinisme et il n'attend pas les sauveurs qui viendront l'en délivrer. La classe ouvrière, dans sa grande majorité, accepte le stalinisme parce qu'elle n'a pas encore fait suffisamment l'expérience de sa nocivité. » L'expérience de la grève Renault nous oblige à constater que, s'il y a lieu de ne pas exagérer la rapidité du